



HAL
open science

”Committed Knowledge: Autonomy and Politicization of Research Institutions and Practices in Wartime Lebanon (1975-1990)”

Candice Raymond

► To cite this version:

Candice Raymond. ”Committed Knowledge: Autonomy and Politicization of Research Institutions and Practices in Wartime Lebanon (1975-1990)”. R. Jacquemond et F. Lang (ed.),. Culture and Crisis in the Arab World: Art, Practice and Production in Spaces of Conflict, I.B. Tauris, pp.73-102, 2019. halshs-01925887

HAL Id: halshs-01925887

<https://shs.hal.science/halshs-01925887>

Submitted on 18 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un savoir engagé. Autonomie et politisation des pratiques de savoir dans les centres de recherche du Liban en guerre (1975-1990)

Candice RAYMOND (Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne, ERC *Social Dynamics of Civil Wars*) – version auteur 2017

[Une version plus courte et en anglais paraîtra en 2019 sous le titre « Committed Knowledge: Autonomy and Politicization of Research Institutions and Practices in Wartime Lebanon (1975-1990) », dans R. Jacquemond et F. Lang (ed.), *Culture and Crisis in the Arab World: Production and Practice in Conflict*, I.B. Tauris]

En 1992, le Centre d'Etudes et de Recherches sur le Moyen-Orient Contemporain (institution de recherche française fondée à Beyrouth en 1977) lançait un projet de recensement des centres de recherche en sciences sociales au Liban, qui donna lieu trois ans plus tard à la publication d'un guide (Cermoc, 1995). Ce projet poursuivait, selon ses concepteurs, deux objectifs : fournir aux chercheurs libanais et étrangers un outil pratique, compilant toutes sortes de renseignements utiles pour la mise en œuvre de leurs activités de recherche ; mais aussi « donner une image de la production scientifique en sciences sociales au Liban entre 1975 et 1992, soit la période de la guerre au Liban et du début de la reconstruction » (*ibid.* : 7). Ce guide prenait ainsi acte du fait que la situation de guerre, entre 1975 et 1990, n'avait pas entraîné un effondrement de la production scientifique, dont le développement au cours de cette période fut en partie lié à la multiplication de ces centres de recherche, un type d'institutions relativement récent dans le pays (puisqu'une dizaine parmi les structures recensées - en majorité universitaires - ont été fondées au cours de la décennie précédant la guerre, contre dix-sept nouveaux centres – en grande majorité extra-universitaires - fondés entre 1975 et 1990).

Dans un contexte de crise profonde des universités beyrouthines, ces centres de recherche extra-universitaires, financés pour nombre d'entre eux par des parties au conflit ou par leurs parrains régionaux, ont joué un rôle majeur dans le soutien à la recherche en sciences humaines et sociales. Ils ont en effet fourni à toute une génération de chercheurs libanais des opportunités d'emploi et diverses formes d'aide à la recherche et à la publication. Ainsi ont-ils contribué à la professionnalisation de la recherche en sciences sociales, encore jeune au Liban, en la dotant d'une assise institutionnelle et de moyens matériels que le seul secteur universitaire n'était plus en mesure de lui fournir. Ces centres, cependant, avaient en commun de cultiver une sorte de mélange des genres entre travaux académiques et activités d'expertise « politiquement motivé[s] » (Kabbanji, 2010), qu'ils développèrent alternativement ou simultanément. C'est pour cette raison, et du fait de l'origine de leurs financements, qu'ils furent fréquemment disqualifiés par leurs adversaires locaux ou par les observateurs extérieurs comme autant de dispositifs pseudo-scientifiques destinés en réalité à la mobilisation et à la compétition idéologique entre les parties au conflit. Selon cette lecture, ces centres auraient donc constitué un instrument majeur de l'enrôlement politique des acteurs scientifiques, et de leur intégration aux appareils idéologiques - au sens althusserien - mis en place par les principaux acteurs de la guerre.

Il reste que l'idée d'une entière subordination des chercheurs employés ou financés par ces centres aux parrains politiques de ces institutions se heurte à leur propre représentation de ce que furent leurs pratiques de recherche pendant la guerre. Ceux que j'ai rencontrés à l'occasion de mon enquête ne nient pas la finalité politique « au sens noble » de leur activité scientifique d'alors, dans un contexte où la figure du chercheur engagé n'apparaissait pas illégitime tant elle s'inscrivait dans la filiation historique de l'intellectuel *nahdawī*. Mais ils démentent en revanche toute immixtion de considérations proprement partisans dans les agendas et les pratiques de recherche de ces centres. Bien souvent, ils soulignent au

contraire l'autonomie dont ils ont bénéficié, à titre individuel, dans le choix de leurs objets et thèmes de travail comme dans la mise en œuvre de leur recherche. Faut-il voir dans ces témoignages un simple travestissement de leur expérience passée, visant à les dédouaner a posteriori de leurs accointances militantes et de leur contribution intellectuelle à la guerre ? La situation d'entretien avec une jeune chercheuse française, plus de vingt ans après la fin de la guerre civile, semble en effet propice aux tentatives d'euphémisation ou d'occultation de tout ce qui pourrait apparaître comme participation aux efforts de guerre. Peut-on déduire au contraire de ces témoignages que les acteurs politiques finançant ces centres se gardèrent de leur imposer leurs propres agendas et se contentèrent de fournir aux chercheurs mobilisés les ressources nécessaires à l'exercice de leur métier, escomptant qu'ils se mettraient d'eux-mêmes au service de leur cause ou de leurs intérêts ? On aurait là affaire à un mécanisme classique de légitimation intellectuelle des acteurs du champ politique, qui suppose de préserver l'autonomie formelle d'universitaires dont la capacité de légitimation de toute mobilisation politique est largement fonction de leur distance perçue avec les enjeux immédiats et les bénéfices attendus de cette dernière (Bourdieu, 2011). Mon hypothèse est ici que, loin de s'opérer sur le mode de la pure et simple inféodation suggérée par la notion d'appareil idéologique, la mise à contribution politique des chercheurs en sciences sociales financés ou employés par ces centres a en fait suivi plusieurs logiques d'engagement intellectuel et s'est manifestée par différents répertoires de pratiques plus ou moins autonomes, dont l'identification constitue l'un des enjeux du présent texte.

Saisir quels rapports ces institutions nées pendant la guerre ont organisés entre acteurs politiques et scientifiques, et comprendre leurs effets sur les pratiques de recherche qui s'y sont développées, suppose de prendre en considération, ainsi que nous y invitait G. Sapiro dans un article consacré aux rapports entre idéologie et littérature (2007), différents types de médiations sociales entre les œuvres (littéraires chez Sapiro, savantes ici) et leur contexte de production. Ces médiations relèvent « aussi bien des institutions et des acteurs que de l'espace du pensable et du dicible au sein de l'espace social (censure, autocensure) et de l'espace des possibles au sein du champ littéraire (genre, contraintes formelles, etc.) » (*ibid.* : 6). Or, la situation de guerre civile que connut le Liban à partir de 1975 a eu des effets majeurs sur ces trois plans. Elle a en premier lieu profondément bouleversé la configuration institutionnelle du champ de la recherche en sciences sociales, dégagant de nouvelles opportunités et opposant de nouvelles contraintes aux chercheurs, notamment dans la construction de leur carrière professionnelle. Cette configuration institutionnelle des temps de guerre, que j'examinerai dans une première partie, a à son tour pesé sur le degré général de libéralisme du champ scientifique et surtout sur les formes concrètes de contrôle de l'activité savante, en particulier au sein des centres de recherche. Dans celui retenu ici comme cas d'étude - l'Institut du Développement Arabe, fondé en 1975 sur financement libyen -, il apparaît que la marge de liberté dont ont disposé les chercheurs à titre individuel a en fait résulté de luttes et de négociations constantes entre demandes politiques, logiques scientifiques et dynamiques de mobilisation intellectuelle largement fonction des évolutions du contexte politique. Ce sont ces luttes et négociations qui ont participé de la définition et redéfinition tout au long de la guerre de l'identité même de l'institution, de son rôle et de son agenda¹, loin d'être fixés *ab initio*. Traduisant la coexistence de plusieurs logiques concurrentes au sein d'une même institution, ces négociations ont entraîné au fil du temps et du turnover des personnels une réorientation des pratiques de recherche, une modification des hiérarchies disciplinaires et la substitution progressive de la figure de l'expert militant à celle de l'intellectuel critique, parmi les différentes figures possibles du « chercheur engagé » ayant marqué cette génération. Ces évolutions, qui traduisent dans les pratiques un renforcement progressif de la tutelle politique exercée sur ce centre, n'ont pourtant pas conduit à une mise au pas systématique des chercheurs, mais plutôt à l'étiollement de la surface sociale du centre, de moins en moins en mesure d'y attirer les éléments les mieux

¹ C'est un même phénomène que G. Sapiro a étudié dans le cas des institutions de la vie littéraire française sous l'Occupation (Sapiro, 1999 : 245 *et seq*).

positionnés dans les champs intellectuel et scientifique².

L'impact de la guerre sur les cadres institutionnels de l'activité savante

Pour plusieurs générations de Libanais, la Beyrouth des années 1960 - la Beyrouth d'avant-guerre civile - fut la capitale culturelle du monde arabe de l'époque. Haut lieu d'enseignement universitaire au rayonnement régional, Beyrouth était aussi la plaque tournante de l'industrie arabe de l'édition, et le refuge d'intellectuels dissidents attirés par ses traditions libérales et ses opportunités d'emploi dans la presse ou l'édition. Les années soixante libanaises sont dès lors remémorées comme un véritable âge d'or culturel, qui aurait brutalement pris fin en 1975 lorsque la guerre civile éclata. Pourtant, à rebours de cette représentation commune, le déclenchement de la guerre n'a pas entraîné un effondrement subit de la scène intellectuelle beyrouthine. Bien au contraire, nombre de nouvelles maisons d'édition, de revues intellectuelles et d'institutions culturelles (centres de recherche, associations, salons du livre...) ont en fait été fondées entre 1975 et l'invasion israélienne de 1982 (Mermier, 2005 ; Raymond, 2013). Tout au long de la guerre, suivant des phases de dynamisme et de reflux, Beyrouth est donc demeurée un espace de création et de débat intellectuels, aussi bien qu'un lieu de travail académique et de production de savoirs, notamment en sciences sociales.

Il reste que la guerre a profondément transformé la configuration institutionnelle de la vie intellectuelle libanaise en général, et du champ académique en particulier. A la fragmentation territoriale et politique de la capitale a correspondu la création, de part et d'autre des principales lignes de front, d'institutions concurrentes qui polarisèrent les universitaires libanais. Cette redistribution des acteurs et des ressources entre différents lieux du travail savant s'est aussi déclinée entre dispositifs universitaires et extra-universitaires, entraînant un découplage de l'enseignement et de la recherche ainsi qu'une externalisation de cette dernière en dehors des institutions universitaires.

Crise universitaire et cumul d'emplois

Le Liban compte depuis la fin du XIXe siècle deux universités de renom relativement élitistes, l'Université Américaine de Beyrouth (AUB) et l'Université Saint-Joseph des pères jésuites (USJ). Ce paysage universitaire bipolaire a commencé à se diversifier à partir des années 1950 et 1960, avec la création de plusieurs établissements universitaires privés, et surtout d'une université publique nationale, l'Université Libanaise (UL). A la faveur de cet étoffement du secteur universitaire, l'enseignement supérieur libanais s'est progressivement massifié et démocratisé, aussi bien en termes de classes sociales, de genre que de communautés confessionnelles, dans le sens d'un rééquilibrage de l'asymétrie historique entre chrétiens et musulmans en matière d'accès à l'université (Labaki, 1988).

Mais la situation de guerre, à partir de 1975, plongea les institutions universitaires dans une crise profonde et multiforme³. Les deux vénérables universités privées du pays, l'AUB et

² L'enquête dont est issu ce chapitre puise ses principaux matériaux documentaires dans les publications de l'Institut du Développement Arabe (livres et revues périodiques), dans une série d'entretiens et dans la presse libanaise. Les archives de l'Institut, rapatriées en Libye au moment de sa fermeture définitive en 2000, n'ont pu être consultées, ce qui induit certaines limitations dans la conduite de cette recherche. Il me fut par exemple impossible d'étudier avec précision la composition sociale du personnel de l'institut, la répartition de ses budgets ou l'évolution de son organigramme.

³ Cette crise résulte d'une combinaison des diverses répercussions du conflit armé sur les institutions et les acteurs universitaires libanais : destructions matérielles, départ massif de professeurs libanais et étrangers hautement qualifiés, enlèvements et assassinats d'enseignants et d'administrateurs, impossibilité récurrente d'organiser les examens, amputation des horaires et des programmes, ou encore pressions politico-militaires exercées en faveur de certains étudiants. Pour un inventaire

l'USJ, perdirent une partie de leur personnel enseignant et furent progressivement amenées à restreindre leurs activités de recherche et le volume de leurs publications. Quant à l'UL, elle fit paradoxalement face à une crise de croissance, à la faveur de laquelle elle devint le premier employeur universitaire du pays. En raison de la dégradation des conditions politiques et sécuritaires dans la capitale, l'université publique s'est en effet engagée dès 1976 dans un mouvement de subdivision de chacune de ses facultés en plusieurs sections quasi-autonomes (d'abord de chaque côté de la « ligne verte » séparant Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest, puis dans les trois principales villes de province). Cet éclatement de l'université publique, largement conformé aux lignes de fracture politiques et confessionnelles dessinées par la guerre civile, suscita un accroissement substantiel des effectifs estudiantins, qui passèrent d'environ 15.000 étudiants en 1974 à plus de 40.000 en 1979 (Raymond, 2013). Cette hausse extrêmement rapide des effectifs s'est traduite en matière d'emploi universitaire par la démultiplication des opportunités de recrutement pour les nouveaux diplômés, en particulier pour les jeunes docteurs en sciences humaines et sociales arrivant en nombre sur le marché du travail. Ceux-ci furent recrutés dans un premier temps comme chargés d'enseignement vacataires ou comme enseignants contractuels à temps plein, avant de bénéficier au cours des années 1980 de vagues de titularisations massives (al-Amine, 1999). C'est donc toute une nouvelle génération d'enseignants en sciences humaines et sociales, plus nombreuse et plus diverse que la précédente, qui entra en scène au cours de la période de guerre.

Mais tout en ouvrant l'accès à l'enseignement supérieur aux nouveaux diplômés, la guerre eut pour autre conséquence la généralisation des pratiques de cumul d'emplois. Enfreignant la « loi du temps plein » (*qanûn al-tafarrugh*) adoptée en 1970, qui interdisait aux contractuels de l'UL tout autre emploi rémunéré en dehors de l'université, ceux qui souhaitèrent compléter leurs revenus se tournèrent vers les établissements d'enseignement secondaire, les universités privées, les centres de recherche ou encore la presse, en fonction d'une combinaison variable de facteurs de proximité géographique, communautaire et politique. Dans l'ensemble, ce phénomène de cumul d'emplois contribua à l'accentuation des tendances centrifuges qui déchiraient l'UL, ainsi qu'à la réinscription de ces enseignants dans des réseaux communautaires ou partisans au sein desquels ils purent diversifier leurs activités. Il permit aussi à nombre d'entre eux, parallèlement à leurs heures d'enseignement à l'UL, de s'adonner à la recherche dans des conditions favorables faisant dorénavant défaut à l'université publique. La croissance brutale de l'université publique a en effet engendré une profonde crise de moyens qui entraîna la suspension des (rares) dispositifs de soutien à la recherche⁴. L'université, recentrée sur sa seule fonction d'enseignement, demeura le lieu d'ancrage d'une légitimité proprement magistérielle des acteurs scientifiques, le lieu où était certifiée une compétence spécifique à la production et à la transmission du savoir, mais elle constitua moins que jamais le cadre effectif des pratiques de production de savoir.

Des centres de recherche extra-universitaires

C'est dans ce contexte que divers centres de recherche de création récente ont été amenés à apporter un soutien décisif à la recherche et aux chercheurs. Il s'agissait d'institutions privées, disposant d'un statut juridique de maison d'édition ou d'association, financées pour

détaillé des multiples symptômes de cette crise universitaire au Liban, voir Awit, 1988.

⁴ Le soutien apporté à la recherche au sein de l'UL reposait principalement sur les contrats de recherche octroyés par l'Institut des Sciences Sociales, la possibilité d'obtenir une indemnité et un congé sabbatique pour s'adonner à la recherche, le financement de manifestations scientifiques, ou encore l'édition scientifique par le biais des Publications de l'Université Libanaise. A cela s'ajoutait une politique d'octroi de bourses doctorales à l'étranger pour ses meilleurs étudiants, recrutés à leur retour comme enseignants-chercheurs, qui fut maintenu en principe jusqu'à ce que l'UL se dote de ses propres filières de formation doctorale au cours des années 1980. Dans la pratique, la plupart de ces dispositifs furent suspendus dès les premières années de la guerre.

nombre d'entre elles par des parties au conflit ou par leurs parrains régionaux. Ces centres, qui se sont multipliés au Liban pendant la guerre, ont déployé des efforts importants en matière de documentation, de recherche et de publication, en articulant le plus souvent objectifs de connaissance et agendas militants.

Il n'est pas anodin que les deux premiers centres de ce type, fondés à Beyrouth dès les années 1960 et qui préfigurent largement les centres institués dans les années 1970 et 1980, furent des centres dédiés à l'étude de la question palestinienne et du conflit israélo-arabe. La fondation de l'Institut d'Etudes Palestiniennes (IEP, 1963) et du Centre de recherches de l'Organisation de Libération de la Palestine (CR-OLP, 1965) s'inscrit dans un mouvement de renouveau culturel palestinien, animé par les intellectuels et artistes palestiniens réfugiés ou exilés au Liban (Mehdi, 1973). Elle est intervenue dans un contexte de mobilisation politique croissante et d'auto-affirmation du mouvement national palestinien, que la création de l'OLP en 1964, et surtout le choc de la défaite arabe lors de la guerre des Six jours en 1967, ont largement catalysées. Ces deux centres ont dès lors incarné le projet d'une recherche scientifique militante, où « l'arme de la science »⁵ était considérée comme une ressource stratégique majeure dans la défense de la cause palestinienne⁶.

Ces deux institutions, qui ont mobilisé nombre de chercheurs et d'intellectuels palestiniens mais aussi libanais, ont largement contribué à la diffusion de certains types de pratiques en matière de documentation et de publication, de même qu'ils ont popularisé une certaine figure du chercheur-militant. Pendant près de deux décennies, ils ont développé une production éditoriale significative (monographies, essais, recueils de documents, brochures d'information, revues spécialisées...), jusqu'à ce que l'invasion israélienne du Liban en 1982 ne vienne porter un coup d'arrêt à leurs activités respectives. En amont de ces publications, elles se sont aussi investies dans un travail intense de documentation et d'archivage : constitution de deux bibliothèques (celle du CR-OLP étant reconnue en 1971 comme « bibliothèque nationale du peuple palestinien »), collecte et publication des archives officielles relatives au conflit israélo-arabe, conservation des archives privées de personnalités palestiniennes, enregistrement audio de témoignages de cadres et de combattants du mouvement national palestinien (Khalili, 2007 ; Sleiman, 2016). Dans un double contexte de monopole israélien sur le récit historique du conflit et de montée en puissance de la lutte armée palestinienne, ce travail de documentation, d'archivage et d'édition visait à collecter (et à produire) un matériau qui leur permette de se doter d'un capital d'autorité intellectuelle nécessaire à la contestation du récit historique israélien. Il ne sera pas sans constituer un modèle implicite pour les centres libanais qui seront fondés à Beyrouth au cours de la guerre.

Outre ces deux centres palestiniens, plusieurs nouvelles structures furent en effet créées à partir de 1975. Les plus actifs pendant la guerre furent le Centre d'Etudes de l'Unité Arabe

⁵ Cette expression (en arabe, « *al-silâh al-'ilmî* ») est employée dans une brochure publiée par l'IEP à l'occasion de son dixième anniversaire en 1973.

⁶ Chacun de ces deux centres présente néanmoins des particularités institutionnelles qui n'ont pas été sans incidence sur les pratiques se développant en leur sein. L'IEP résulte d'une initiative portée des personnalités appartenant à l'élite intellectuelle et politique palestinienne, libanaise et syrienne (professeurs de l'Université Américaine de Beyrouth, anciens ministres ou diplomates, etc.) Attaché à un principe d'indépendance vis-à-vis des gouvernements et des partis politiques de la région, l'Institut mobilisait ses ressources auprès des notables et hommes d'affaires palestiniens et arabes. Ses activités s'inscrivirent dans un projet d'excellence scientifique et de respectabilité académique visant à renverser le rapport de force intellectuel dont bénéficiaient les Israéliens dans les enceintes internationales. Quant au CR-OLP, en rapport organique avec le nouveau leadership palestinien, il relevait davantage d'une stratégie de combat, par la culture et le travail intellectuel, ayant pour objectif la libération de la Palestine. Ses activités concoururent à la réaffirmation d'une identité culturelle palestinienne spécifique et se voulurent une contribution à la « Révolution », dans sa double acception palestinienne et tiers-mondiste.

(centre indépendant créé en 1975) ; l'Institut du Développement Arabe (fondé en 1975 sur financement libyen) ; la Maison du Futur et son Centre d'Études, de Documentation et de Recherches, le CEDRE, fondés en 1975 sous le patronage d'Amine Gemayel et affiliés au parti phalangiste ; de moindre envergure, le Centre du Développement National créé en 1980 comme centre indépendant, mais qui aurait bénéficié de financements irakiens⁷. On peut observer que les quelques centres qui sont toujours actifs aujourd'hui, tels que l'Institut d'Études Palestiniennes ou le Centre d'Études de l'Unité Arabe, sont précisément ceux qui n'ont pas été fondés sous un patronage exclusif.

L'innovation institutionnelle que représentèrent l'émergence et la multiplication de ces centres de recherches contribua à accélérer la professionnalisation du travail intellectuel au Liban et à structurer le champ de la recherche en sciences humaines et sociales. Jusque dans les années 1960 en effet, la recherche demeurait faiblement institutionnalisée et relevait surtout de la pratique érudite individuelle : celle des savants évoluant dans les universités du cru (mais dont le nombre restait limité du fait du caractère élitiste de ces dernières), et surtout celle d'intellectuels polygraphes occupant en parallèle une autre profession (juristes, journalistes, enseignants du secondaire, hommes de religion). Mais avec l'accroissement tendanciel des effectifs universitaires et l'élévation progressive des niveaux de diplôme émerge une nouvelle génération d'intellectuels qui, contrairement à la plupart de leurs aînés, ont reçu une formation universitaire spécialisée dans une des disciplines des sciences humaines et sociales. Dans le contexte de crise universitaire que connut le Liban au cours de la guerre, les centres de recherche ont employé un nombre significatif de ces jeunes docteurs arrivant sur le marché du travail, avant ou parallèlement à leur recrutement à l'université. Ils ont aussi publié (et au besoin traduit) de nombreuses thèses de doctorat soutenues à l'étranger, permettant à leurs auteurs de faire une entrée plus ou moins remarquée selon les cas dans le cercle des « publiants ». Ils ont procuré à d'autres les moyens de produire des recherches originales qui, pour certaines, s'imposèrent ultérieurement comme des références dans leur domaine⁸. Ces centres ont en outre lancé des revues intellectuelles⁹ dont le nombre s'est substantiellement accru au cours de la période de guerre, multipliant d'autant les supports de publication accessibles aux spécialistes de sciences sociales. Enfin, pour les chercheurs entrant dans la profession, les centres de recherche des années de guerre ont pu représenter des espaces alternatifs de socialisation intellectuelle et pour les plus jeunes d'entre eux, recrutés comme assistants ou enquêteurs, des lieux d'apprentissage de la recherche par la pratique, jouant à ce titre un rôle complémentaire à celui des universités dans la formation de ces nouvelles générations de chercheurs.

Il reste que dans le contexte de guerre, le renforcement du champ de la recherche en sciences humaines et sociales n'a pas nécessairement entraîné un surcroît d'autonomie de ce dernier vis-à-vis d'autres champs professionnels ou vis-à-vis du champ politique. L'insertion des centres de recherche dans des réseaux d'institutions organisés en fonction d'affinités politiques et communautaires, ainsi que les pratiques de cumul d'emplois parmi des chercheurs circulant entre ces différentes institutions, ont au contraire entretenu la porosité des frontières entre champ journalistique, monde de l'édition et milieux scolaires et académiques. Et la tutelle exercée par les acteurs du champ politique sur les institutions constitutives de ces réseaux a largement favorisé la « transformation des lieux et cadres

⁷ Parmi les autres centres recensés par le guide du Cermoc de 1995 figurent des structures s'apparentant davantage à des bureaux d'étude, positionnant leurs consultants sur le marché des agences internationales onusiennes ou panarabes.

⁸ Citons à titre d'exemple l'ouvrage d'Ahmad Beydoun intitulé *Identité confessionnelle et temps social chez les historiens libanais contemporains*, tiré d'une thèse soutenue en Sorbonne en 1981 mais issu en fait d'une recherche initiée à l'Institut du Développement Arabe sur laquelle je reviendrai *infra*.

⁹ *Al-Fikr al-'arabî* [La Pensée arabe], *al-Mustaqbal al-'arabî* [L'avenir arabe], *Panorama de l'actualité*, *al-Fikr al-'arabî al-istrâtîjî* [La pensée stratégique arabe], *al-Fikr al-'arabî al-mu`âsir* [La Pensée arabe contemporaine], etc.

d'exercice habituel du métier en scènes de mobilisation » (Roussel, 2011 : 192), où l'engagement des acteurs intellectuels s'est manifesté dans leurs pratiques professionnelles spécifiques. Dans les centres de recherche, les formes prises par cet engagement ont puisé à différents registres de pratiques savantes permettant de concilier logique scientifique et objectifs militants, en situation contrainte par les demandes émanant des autorités ou des parrains politiques de chaque centre.

L'Institut du Développement Arabe

L'étude de l'un des plus importants de ces centres, l'Institut du Développement Arabe (IDA) permet d'étudier plus finement la manière dont activités scientifiques, mobilisation intellectuelle et demandes politiques ont pu s'articuler dans les pratiques développées par ces centres de recherches. L'IDA a été fondé à Beyrouth en août 1975, moment où le Liban était en train, sans le savoir encore, de basculer dans une guerre au long cours¹⁰. Très dynamique pendant ses premières années, l'institut a connu à partir de la seconde moitié des années 1980 un ralentissement progressif de ses activités, jusqu'à sa fermeture définitive en 2000. Au cours de ses vingt-cinq ans d'existence, il a employé ou financé par contrat plus de trois cents chercheurs (Hatab, 1999). Il publié trois revues et environ deux cents ouvrages - essentiellement des monographies, ainsi que plusieurs encyclopédies et recueils de documents -, dont les trois quarts sont parus au cours de ses dix premières années de fonctionnement, entre 1976 et 1986, avec une moyenne de quinze nouveaux titres par an. Au cours de cette même période, l'IDA a été le centre de recherches le mieux doté et le plus actif parmi les centres opérant du côté Ouest de la capitale divisée, offrant des niveaux de rémunération largement supérieurs à ceux pratiqués par les autres institutions et s'avérant de ce fait très attractif. Seule la Maison du Futur fondée en 1975 par Amine Gemayel, du côté Est, a pu disposer de moyens matériels et humains équivalents, non sans que s'installe une rivalité sourde entre les deux institutions inscrites chacune dans l'un des deux grands camps du Liban en guerre.

Un institut libyen à Beyrouth

L'Institut du Développement Arabe de Beyrouth constitue officiellement la branche libanaise d'un institut libyen du même nom fondé quelques mois auparavant, au début de 1975, dans la capitale libyenne Tripoli. Certains témoins libanais affirment cependant que l'idée initiale d'un tel institut fut bien libanaise, et non libyenne. Muammar Qadhafi, à la tête de la Libye depuis la Révolution des officiers libres en 1969 et qui aimait se penser en fils spirituel de Nasser, avait repris le flambeau de l'unité arabe après la mort du leader égyptien en 1970. Après l'échec de son projet d'union avec la Syrie et l'Égypte en 1973 - un projet politique « par le haut » condamné par les aléas des relations stratégiques interarabes¹¹ -, Qadhafi aurait prêté une oreille attentive à ces intellectuels libanais et syriens venus lui proposer d'établir un centre de recherches dédié aux sociétés et aux économies arabes. Sa vocation serait de produire un savoir permettant de repenser le projet panarabe à partir des enjeux de développement. Cette proposition, outre son intérêt potentiel dans le cadre des ambitions panarabes de Qadhafi, représentait une double opportunité : elle était susceptible d'aider la

¹⁰ Le processus d'entrée en guerre s'est en effet étalé sur les trois premiers trimestres de 1975. Les épisodes successifs de combat, depuis les premiers affrontements d'avril 1975 entre Palestiniens et phalangistes, ont été à l'époque perçus localement comme autant de « rounds », entrecoupés de trêves plus ou moins longues. La fondation de l'IDA est intervenue à un moment de calme relatif qui laissait encore espérer une résolution politique du conflit.

¹¹ Ce projet de fédération tripartite fut officiellement lancé par la proclamation, en avril 1971 à Benghazi, de l'Union des Républiques Arabes, dotée d'un drapeau, d'une devise et d'un hymne national communs. Un document constitutionnel fut ensuite signé à Damas en août 1971. Le processus de fédéralisation prit fin avec l'échec du projet de fusion entre la Libye et l'Égypte en 1973.

Libye, d'une part, à faire face à son déficit chronique en expertise et en cadres intellectuels, et de l'autre, à développer son influence aussi bien sur l'intelligentsia nationaliste arabe, orpheline depuis la mort de Nasser, que sur de jeunes intellectuels marxistes révolutionnaires alors en plein essor.

Le boom pétrolier de 1973, qui multiplia par sept les revenus pétroliers libyens entre 1969 et 1974 (Gueneron, 1976), assura à la Libye les moyens de ses ambitions. En 1975, le gouvernement libyen lança un appel aux scientifiques des pays arabes pour qu'ils viennent s'installer en Libye, avec la promesse de financements généreux et de diverses facilités de recherche (Audibert, 1978). L'Institut du Développement Arabe a été créé de sorte à accueillir ces scientifiques, et le projet initial envisageait rien moins que de fonder une « cité des savants » dans la banlieue de Tripoli. Néanmoins, une branche de l'institut a aussi été établie dans la ville alors beaucoup plus attractive de Beyrouth, où convergeaient intellectuels libanais, palestiniens (surtout après la répression jordanienne de « Septembre Noir » en 1970), égyptiens (suite à l'arrivée au pouvoir de Sadate), ou encore irakiens. Les Libyens, à l'instar d'autres acteurs régionaux tels que l'Irak ou l'Algérie, finançaient déjà à Beyrouth divers organes de presse (quotidiens, hebdomadaires et revues culturelles) qui recrutaient largement dans les mêmes milieux intellectuels.

Cette branche beyrouthine de l'IDA s'est rapidement révélée beaucoup plus dynamique que son institution-mère en Libye (qui ne publia au final que quelques titres consacrés au développement industriel libyen¹² et qui fut par la suite intégrée à un Conseil National pour la Recherche Scientifique créé par le gouvernement libyen en 1978). Quant à sa branche beyrouthine, elle connut assez rapidement un fort développement au moment précis où l'Université Libanaise entra en crise, ce qui lui permit d'attirer nombre de jeunes chercheurs prometteurs soit en les recrutant directement, soit en leur accordant des bourses d'études doctorales, soit en publiant leurs thèses de doctorat, toutes choses que l'université publique avait cessé de faire à peu près au même moment.

L'objectif général de l'IDA consistait, selon la première direction du centre beyrouthin, à « réaliser une renaissance [*nahda*] scientifique et technique complète et intégrée, à partir de notre culture et de nos valeurs humaines, qui contribue à la résolution des problèmes de la patrie arabe »¹³. Dans cette perspective, l'IDA se donnait pour mission de « mobiliser les efforts des scientifiques et des chercheurs arabes [en mettant en place] les cadres et les compétences d'expertise spécialisée dans tous les domaines »¹⁴. A cette fin, l'Institut s'est graduellement structuré en différents départements de taille variable : études économiques, études stratégiques, études sociales, linguistique, histoire, philosophie (sous l'intitulé « pensée arabe »), sans compter un département consacré aux sciences appliquées et aux questions technologiques, et un autre dédié à la vulgarisation scientifique. Il a aussi comporté, entre 1976 et 1979, une équipe de travail sur « les crises libanaises » (sur laquelle je reviendrai *infra*). A la fin des années 1970, l'institut occupait, outre les premiers locaux dans lesquels il avait été fondé, un immeuble entier de dix étages en banlieue sud de Beyrouth, où se côtoyaient des économistes, des politistes, des historiens, des sociologues, des philosophes, des linguistes, etc., parmi lesquels nombre de futurs universitaires libanais de renom¹⁵. L'Institut s'est ainsi avéré une sorte de pépinière pour une nouvelle génération

¹² Lisa Anderson signalait néanmoins en 1980 que la branche libyenne de l'IDA finançait quelques recherches individuelles portant sur la médecine traditionnelle, la commercialisation des produits pétrochimiques ou l'administration du développement (Anderson, 1980).

¹³ « Concepts et principes généraux de l'Institut du Développement Arabe », *al-Fikr al-`arabî*, n° 1, 1978, p. 244.

¹⁴ *Id.*

¹⁵ Ghassan Salamé, Ahmad Beydoun, Waddah Charara, Ridwan al-Sayyid, Maan Ziadeh, Massoud Daher, Wajih Kawtharani, Mona Fayyad, Khaled Ziadeh... auxquels s'ajoutent certains « compagnons de route » de l'Institut, sollicités par exemple dans le conseil scientifique de la revue *al-Fikr al-`arabî* : Constantin Zurayk, George Corm...

de chercheurs, en majorité musulmans mais non exclusivement, pour la plupart détenteurs de doctorats obtenus en Europe.

Politisation des chercheurs, autonomie de la recherche ?

L'une des questions posées par l'étude de ce centre de recherches est celle de l'indépendance des chercheurs qui y travaillaient vis-à-vis du pouvoir libyen et de son agenda politique sur la scène libanaise et moyen-orientale. La plupart des chercheurs recrutés ou financés par l'IDA étaient fortement politisés, à l'instar de toute cette génération intellectuelle formée à l'activisme partisan ou étudiant lors de la décennie d'ébullition politique et sociale ayant précédé la guerre au Liban (Favier, 2004). Tous partageaient une même conception du caractère fondamentalement politique de toute recherche en sciences sociales, au sens où la production de savoirs avait vocation à s'inscrire dans un projet de transformation de la société. Leurs trajectoires personnelles ont d'ailleurs bien souvent en commun d'articuler militantisme syndical ou partisan, enseignement scolaire puis universitaire, journalisme d'opinion et recherche, dans un sens ou dans l'autre. Sur le plan de leurs affiliations politiques, ces chercheurs étaient issus de différents courants et partis libanais actifs au sein ou aux marges de la coalition de gauche pro-palestinienne appelée le Mouvement National et plus largement de ce qui fut désigné pendant la guerre comme étant le camp « islamo-progressiste »¹⁶, par opposition au camp de la « droite chrétienne ». Mais tous les intellectuels collaborant avec l'IDA n'étaient pas nécessairement pro-libyens, loin s'en faut. Le soutien politique et matériel apporté par le régime de Qadhafi aux organisations palestiniennes et à leurs alliés libanais n'a pas toujours suscité en retour une adhésion inconditionnelle à la ligne libyenne de la part des intellectuels sympathisants de la cause palestinienne et *a fortiori* de ceux qui se voulaient plus à distance des Palestiniens, comme il s'en trouvait aussi parmi les personnels de l'Institut. Et lorsque Qadhafi chercha à mobiliser les chercheurs de l'IDA pour la promotion de son Livre vert¹⁷ en les conviant à un congrès organisé en Libye, son invitation suscita de vives tensions au sein de l'institut, entre ceux refusant catégoriquement de se prêter à un exercice qu'ils ne considéraient pas relever de leur mission et ceux qui acceptèrent finalement de se rendre à Tripoli - à titre personnel toutefois.

Interrogés sur le rôle des autorités politiques et scientifiques de Tripoli dans la définition des agendas de recherche mis en œuvre au sein de l'institut à Beyrouth, d'anciens chercheurs de l'IDA considèrent que, de manière générale, le parrainage libyen n'a pas véritablement pesé : la recherche restait essentiellement une recherche par projets, fondée sur les propositions soumises par les chercheurs à la direction beyrouthine de l'Institut (soit dans le cadre de contrats individuels de recherche ou de publication, soit dans celui du programme de travail d'un département donné). La plupart des chercheurs ont donc pu bénéficier d'une totale liberté dans leurs choix de recherche sous réserve de leur pertinence au regard des objectifs généraux de l'institut, pertinence évaluée au cours des premières années de manière tout à fait personnelle par le directeur syrien de l'institut, puis les années suivantes dans le cadre d'un comité directeur aux contours mouvants. D'après les chercheurs interrogés, les effets de la tutelle libyenne se seraient en fait limités à l'imposition tacite de certaines lignes rouges à ne pas franchir : éviter de parler de la Libye¹⁸, et ne pas mettre

¹⁶ L'IDA a ainsi compté dans ses rangs des militants et sympathisants du Parti communiste libanais, des ex-baathistes, d'anciens maoïstes et marxistes-léninistes de l'Organisation pour l'Action Communiste au Liban, des nassériens, des Libanais pro-palestiniens proches du FPLP et du FDLP...

¹⁷ Le « Livre vert » de Mu`ammar Qadhafi fut publié en trois volumes entre 1975 et 1979. Le leader libyen y expose les fondements de sa doctrine politique et de sa propre version du socialisme révolutionnaire. Le Livre vert fournit la base idéologique officielle de la « jamâhîriya » (néologisme signifiant littéralement « la république des masses ») proclamée en Libye en 1977.

¹⁸ Le sociologue Zuhair Hatab rapporte ainsi : « Les Libyens ne s'immisçaient pas dans les sujets sur lesquels on travaillait [...]. Pas une fois quelqu'un n'a dit ce qu'on doit publier. Eux, ils coordonnent. Mais bien sûr il y a des sujets, s'ils ne donnent pas leur accord, ils ne passent pas. Tout sujet relatif à

cette dernière dans l'embarras vis-à-vis d'autres grands acteurs régionaux. Par exemple, la publication de l'ouvrage du politiste Ghassan Salamé sur la politique étrangère saoudienne, tiré de sa thèse en Sorbonne (1979), fut suspendue pendant près d'un an en raison d'un rapprochement conjoncturel entre la Libye et l'Arabie saoudite, avant d'être finalement relancée (mais sans que l'ouvrage publié ne soit distribué).

Les différents départements, fonctionnant de manière relativement indépendante les uns des autres, ont toutefois accueilli des chercheurs dont les conduites traduisent des conceptions fort différentes de ce que pouvaient ou devaient être leurs modes d'engagement et leurs rapports avec les acteurs du champ politique. Certaines équipes furent assez jalouses de leurs libertés académiques et cultivèrent une certaine distance aussi bien avec les Libyens qu'avec les milieux partisans beyrouthins. D'autres ont plus volontiers cherché à « faire de la politique » : « *shtaghalû siyâsa* » (littéralement, « ils travaillaient politique »), me diront tour à tour deux anciens employés de l'institut, cette expression communément employée étant susceptible de recouvrir des pratiques diverses qui relèvent aussi bien du réseautage militant que du journalisme d'opinion et du lobbying. Certains, enfin, se seraient engagés d'après des témoins dans un travail de renseignements politiques sur les formations partisans locales, sous forme de rapports transmis aux autorités libyennes. Ce sont à l'évidence des affirmations difficiles à corroborer, sauf à s'en remettre à des témoignages indirects qui sont, en eux-mêmes, significatifs de l'image trouble de cette institution dans le contexte libanais de guerre civile.

Si l'on ne peut en tout cas conclure à une mise en dépendance générale et homogène des activités de l'IDA et de ses chercheurs vis-à-vis de l'agenda libyen, il reste que les orientations générales de l'institut et les marges de manœuvre de ses personnels ont donné lieu à des renégociations récurrentes entre la direction beyrouthine de l'IDA et ses tutelles libyennes d'une part, entre la direction et les chercheurs d'autre part. Au cours de la première décennie d'activité de l'institut, en effet, des rapports de force se sont noués à plusieurs reprises autour des attentes libyennes. Un examen plus circonstancié de l'histoire de l'institut au cours de cette période permet en fait de distinguer plusieurs séquences, ponctuées par des épisodes de crise interne, correspondant à autant de configurations différentes des rapports entre demandes politiques, logiques scientifiques et dynamiques de mobilisation intellectuelle, qui se traduisirent sur le plan des pratiques de recherche au sein de l'institut.

Agendas et pratiques de recherche en contexte

Développement arabe et « crises libanaises »

Une première période, de 1975 à 1979, correspond au mandat du premier directeur et fondateur de l'Institut, l'écrivain et philosophe syrien Mutaa Safadi¹⁹. Dans la phase de lancement de l'institut, celui fonctionne comme une maison d'édition classique et ne compte

leurs confrontations, à leurs politiques. Le sujet qu'ils aimaient le moins, c'était la question des berbères. Ils considéraient ça comme une chose qu'on ne touche pas. La société libyenne, ils aimaient qu'on la voit comme homogène. » (entretien avec Z. Hatab, Beyrouth, mai 2015) Et d'illustrer son propos en évoquant la publication dans la revue du centre, *al-Fikr al-'arabî*, d'un article consacré à la question berbère par un auteur marocain, article qui aurait suscité la colère des autorités libyennes de l'IDA et l'interdiction de diffusion de cette livraison de la revue.

¹⁹ Né en 1929 dans une famille d'intellectuels damascènes, Mutaa Safadi a fait des études de philosophie à l'université de Damas, où il a ensuite enseigné à la faculté de Lettres avant de se consacrer exclusivement à ses activités littéraires et politiques. Auteur d'une œuvre poétique, théâtrale, romanesque et philosophique, il est partisan du Ba`th jusqu'au début des années 1960, puis se réoriente vers le marxisme révolutionnaire qu'il tente d'inscrire dans un cadre nationaliste arabe (Abdel-Malek, 1970). Il est décédé en 2016.

qu'une petite équipe de permanents chargée de la préparation des publications, en collaboration avec les auteurs sous contrat. Mutaa Safadi édite principalement les ouvrages d'enseignants universitaires, mais il s'adresse aussi aux jeunes chercheurs préparant des doctorats dans les universités étrangères (le plus souvent en France) auxquels il propose bourses d'études et contrats de traduction et de publication.

Au début de 1976, il recrute, en la personne de Waddah Charara et d'Ahmad Beydoun, les deux premiers chercheurs employés à temps plein par l'institut. Tous deux sont de formation universitaire²⁰, mais ils sont surtout des figures emblématiques de la Nouvelle Gauche libanaise. Ils comptent en effet parmi les dirigeants fondateurs du groupuscule marxiste Liban Socialiste, actif dans les années 1960, puis de l'Organisation pour l'Action Communiste au Liban, fondée en 1970 (Favier, 1997), où ils se sont illustrés par leur goût pour la théorie politique et par leur profil de « militants intellectuels » (Favier, 2004) engagés dans la production de publications militantes et d'ouvrages politiques (Bardawil, 2016). Leur entrée à l'IDA intervient cependant à un moment particulier de leur trajectoire personnelle, celui de leur sortie du militantisme partisan et de leur reconversion vers des modes d'engagement strictement intellectuel. Le plan de travail sur la base duquel Mutaa Safadi les recrute, qui comporte une liste d'ouvrages occidentaux de référence à traduire et de recherches originales à mener, s'inscrit dans la lignée de leurs préoccupations militantes antérieures qu'ils transmutent en une problématique scientifique largement convergente avec les objectifs affichés de l'IDA, puisque leur programme a pour objectif général d'« historiciser le problème du sous-développement, avec une place particulière à la région arabe »²¹.

L'institut naissant va cependant connaître au cours de l'année 1976 sa première crise, qui laisse deviner les insatisfactions des autorités libyennes. Ces dernières suspendent en effet pendant plusieurs mois leur contribution financière au budget de l'institut, entraînant la cessation de paiement des salaires des employés. Si les raisons de cette suspension restent tout aussi obscures que celles ayant motivé la reprise du financement (et l'augmentation subséquente des salaires versés), un témoin rapporte la tenue d'une réunion au cours de laquelle il aurait été fait état de la principale demande libyenne : obtenir de la part de l'institut des « rapports secrets » sur la situation politique libanaise (demande que les chercheurs sollicités auraient fermement rejetée). Aucun élément ne permet d'établir si cette demande a été finalement satisfaite et sous quelle forme, mais son évocation même suggère que pour les tutelles libyennes de l'institut, ce dernier ne saurait s'en tenir à des activités de recherche et d'édition au service du projet d'unité arabe ; il a aussi vocation à s'inscrire dans le dispositif d'intervention libyenne sur la scène politique locale en produisant de l'information utile à ses agents.

Un nouvel élan fut alors donné au développement de l'institut. Bien que l'enquête menée ne m'ait pas permis de saisir ce qui s'est joué au cours de cette année-là, l'un des chercheurs interrogés situe cet essor de l'IDA dans le contexte de la rupture des Libyens avec le Fatah palestinien de Yasser Arafat, acteur majeur du conflit libanais, ainsi que de la concurrence entre les Libyens et les Irakiens, qui renforçaient alors leur influence sur le conseil politique du Mouvement National. L'investissement libyen dans l'institut aurait donc eu pour motif d'accroître sa visibilité sur la scène libanaise. Au printemps 1977, l'IDA fit paraître une vingtaine d'ouvrages d'un coup, en économie, sociologie, histoire, psychologie,

²⁰ Alors enseignant dans le secondaire (et commençant à enseigner à la faculté de Pédagogie de l'UL), Waddah Charara (né en 1942) était titulaire depuis 1973 d'un doctorat de 3^e cycle en philosophie obtenu à l'Université de Paris IV. Au moment de son recrutement à l'IDA, Ahmad Beydoun (né en 1943) était lui aussi enseignant dans le secondaire mais pas encore docteur, bien qu'ayant à son actif deux thèses interrompues, l'une préparée sous la direction de Paul Ricoeur et l'autre sous celle d'André Miquel.

²¹ Entretien avec W. Charara (Beyrouth, septembre 2014).

linguistique...²² Et quelques mois plus tard, il emménagea dans de nouveaux et spacieux locaux en se dotant d'équipes de recherche supplémentaires (département « études économiques », département « études stratégiques », département « pensée arabe », etc.), tandis que Charara et Beydoun y montaient une équipe consacrée aux « crises libanaises ». Si les publications parues au cours de cette période traduisent une préoccupation centrale pour les questions économiques et les enjeux de développement, c'est pourtant cette dernière équipe qui mobilise les ressources humaines et matérielles les plus importantes au sein de l'institut. En effet, tandis que les autres départements ne comptent en général que deux ou trois chercheurs à temps plein ou sous contrat de publication assistés d'un secrétariat, l'équipe « crises libanaises » s'étoffe progressivement jusqu'à compter une quinzaine de collaborateurs, recrutés avec une formation universitaire de niveau licence ou maîtrise et formés sur le tas aux techniques d'archivage ou d'entretien.

Délaissant leur plan de travail initial, les coordinateurs de l'équipe « crises libanaises » s'étaient alors donné pour nouveau projet de documenter la première séquence de guerre ayant ravagé le Liban en 1975-1976 (la « Guerre de deux ans ») et d'en établir une chronique extensive, parallèlement à un travail d'analyse prenant en charge les aspects idéologiques et historiques du conflit. Le volet documentaire a donné lieu à la constitution d'une archive organisée thématiquement à partir de coupures de presse (presse nationale et internationale, journaux de quartier, presse partisane), de placards et affiches, de tracts et communiqués, etc.²³ Ce vaste fonds documentaire couvrait aussi bien les aspects politiques et militaires du conflit que les problèmes sociaux, les crimes de droit commun ou les loisirs : plus que d'une archive de la guerre elle-même, il s'agissait en fait de constituer une archive de la société libanaise en temps de guerre. Parallèlement à ce travail d'archivage, l'équipe s'est engagée dans une enquête sur le vécu de la guerre menée par voie d'entretiens semi-directifs auprès de personnalités politiques et de chefs militaires aussi bien que de ménagères, de chauffeurs de taxi, de prostituées... Environ 250 entretiens ont ainsi été conduits, représentant une fois retranscrits 28 volumes reliés. Archives et entretiens formaient la base documentaire mobilisée pour la rédaction d'une chronique quotidienne (*yawmiyyât*) des deux premières années du conflit. Quant au volet « analyse », il recouvrait deux axes de recherche pris en charge par chacun des deux chercheurs à la tête de l'équipe. A. Beydoun s'est engagé dans l'étude des idéologies confessionnelles opérant dans le conflit libanais à partir d'un corpus de travaux d'historiens contemporains, étude qui ne sera achevée qu'après son départ de l'IDA sous la forme d'une thèse de doctorat soutenue en Sorbonne (Beydoun, 1984). W. Charara entreprit de son côté d'écrire une ambitieuse histoire à multiples niveaux de la période ayant immédiatement précédé l'entrée en guerre, entreprise débouchant sur la parution d'un premier ouvrage de près de mille pages sur les années 1964-1967 (Charara, 1980) et qui resta inachevée pour les années suivantes.

La logique ayant présidé à leur projet de *yawmiyyât* - un projet de chronique *totale* de la guerre prenant des dimensions démesurées qui finiront par le condamner²⁴ - doit être replacée dans la trajectoire intellectuelle de ses deux concepteurs, une trajectoire de sortie du militantisme partisan mais aussi de sortie graduelle du marxisme. Pour A. Beydoun, la réalisation de cette chronique était « en quelque sorte une réaction au discours partisan dont nous avons été nous-mêmes victimes pendant un certain moment, et qui consistait à divaguer dans l'air, à dire des choses sur la société, sur la politique, etc., qui n'avaient pas vraiment une base factuelle ». Il s'agissait d'« avoir une vision plus conséquente, plus terre-à-terre des choses. Même si ça ne cadrait pas avec le marxisme, même si c'était contre telle

²² *Al-Safir*, 31/05/1977.

²³ L'équipe a aussi pu entrer en possession des archives internes d'une organisation palestinienne.

²⁴ Le premier volume de cette chronique, correspondant aux mois de janvier-février 1975 et comptant plus de neuf cent pages, a été soumis en 1979 pour approbation à la direction beyrouthine et libyenne de l'institut, qui décida de l'interruption d'un projet considéré trop coûteux et inachevable.

ou telle orientation théorique qui avait été la nôtre pendant un moment »²⁵. W. Charara reste quant à lui davantage ancré dans une certaine tradition marxiste lorsqu'il convoque sa lecture, dans les années 1960, de la *Critique de la vie quotidienne* d'Henri Lefebvre pour expliquer leur ambition de donner à voir, dans la trame chronologique des événements quotidiens du Liban en guerre, la sédimentation de facteurs et de dynamiques à la fois locaux, nationaux, régionaux et internationaux. En se proposant de « replacer cette crise dans l'épaisseur sans fond du tissu social, des événements », Charara entendait à la fois en « désidéologiser » et en « repolitiser » la lecture. « Désidéologiser », car la chronique veillait aussi, en reprenant les multiples commentaires et analyses contemporains des événements relatés, à rendre compte des « divergences énormes dans l'appréhension des événements, et encore plus dans l'interprétation, entre les divers acteurs, les diverses obédiences. [...] Ce que nous pensions devoir faire, c'était, si vous voulez formulé négativement, c'était empêcher une explication moniste. Lutter contre les tentatives dominantes de ramener la crise à une histoire du confessionnalisme, des luttes confessionnelles, [ou de] ramener la crise à une lutte de classes, [ce qui apparaissait] en filigrane dans certaines interventions, dans les idéologies qui avaient à l'époque pignon sur rue ; infirmer la thèse qui prétendait que c'était une crise régionale qui n'avait rien à voir avec les connections locales ou bien les problèmes locaux ; [...] enfin lutter contre la négation des dimensions personnelles de l'intervention des gens [...]. Il y avait cette prétention, peut-être paranoïaque, de multiplier les couches de crêpe, sociales, historiques, en tablant [...] non pas sur un regard totalisant mais sur une exigence qui verrait le jour à partir de ce travail et qui est d'interpeller les adeptes des interprétations unilatérales, monistes, etc. »²⁶ Il s'agissait en outre de « politiser » la lecture de la guerre, à travers une chronique ayant pour vocation de « montrer comment fonctionne le pouvoir », de montrer « le rapport pouvoir-société dans sa manifestation quotidienne, sourde ». « Nous appelions cela d'un terme foucauldien : l'effectuation »²⁷.

Waddah Charara, dont la formation intellectuelle a largement puisé à la pensée critique européenne, se défend en entretien d'avoir alors adopté une posture d'« intellectuel critique » dans la mesure où son travail n'a pas débouché sur l'élaboration d'une véritable théorie critique. Pourtant, la recherche engagée à l'IDA sur les « crises libanaises » semble bien relever de ce registre tant elle reste marquée par une logique de dévoilement, non exempte d'intention polémique²⁸, ainsi que par une volonté farouche de non alignement avec les différentes tendances politiques en conflit dans l'arène intellectuelle libanaise. Une telle posture n'a pourtant pas empêché cette équipe de recherche de bénéficier jusqu'en 1979 de l'enveloppe budgétaire la plus conséquente au sein de l'IDA. Ceci témoigne de la marge d'autonomie qu'il leur avait été possible de se dégager au sein de l'institut à la faveur de la confiance que leur accordait alors un directeur au mode de gestion très personnalisé. L'interruption du projet et la dissolution de l'équipe, précédant de quelques mois la mise à l'écart de Mutaa Safadi de la direction de l'institut, marqua dès lors une rupture dans l'histoire de l'IDA, qui se traduisit parallèlement par la montée en puissance d'une autre équipe de travail, celle consacrée aux « études stratégiques ».

Essor des « études stratégiques »

²⁵ Entretien avec A. Beydoun (Beyrouth, février 2014)

²⁶ Entretien avec W. Charara (Beyrouth, septembre 2014)

²⁷ *Id.*

²⁸ A. Beydoun explique quant à lui ce projet de chronique par « la volonté d'offrir à un public qui restait largement indéfini [...] un miroir de lui-même. Lui dire : voilà comment vous avez vécu, comment vous êtes en train de vivre, voilà ce que vous êtes en train de faire de vous-mêmes. [...] C'était un public que nous imaginions à partir de l'idée qu'il y avait dans ce pays beaucoup trop de leurres, que les gens se leurraient, qu'ils inventaient des choses, des récits, des versions de leur histoire, de leur réalité, qui étaient inauthentiques. [...] Bien sûr, ainsi conçu, le projet n'était pas exempt de polémique, au contraire, il était polémique, mais il fallait polémiquer à partir d'un terrain solide. » Ces considérations restent largement valables pour son travail sur les idéologies historiennes.

Une deuxième séquence dans la trajectoire de l'institut s'ouvrit avec le tournant historique que connut le Moyen-Orient en 1978-1979. Première invasion israélienne du Sud-Liban (mars 1978), signature des accords de Camp David (septembre 1978) puis du traité de paix israélo-égyptien (mars 1979), constitution en retour d'un « front du refus » regroupant la Libye, la Syrie, l'Irak et l'OLP²⁹, révolution islamique en Iran (janvier 1979) : cette succession rapide d'événements majeurs dans la configuration géopolitique régionale poussa la direction de l'IDA vers un agenda de travail où l'intérêt pour la crise libanaise passa au second plan et où l'arène régionale s'imposa plus que jamais comme échelle de référence des activités de l'institut. Sur la scène beyrouthine, la constitution du « front du refus » était perçue à la fois comme une victoire politique palestinienne et comme une avancée majeure dans la formation d'une unité arabe. A l'IDA, l'enthousiasme de la direction et son ambition d'accompagner la « marche de l'histoire » se traduisit en premier lieu par une nouvelle impulsion donnée au département des « études stratégiques ». On y recruta un personnel plus nombreux, qui s'engagea dans l'organisation de séminaires et dans la publication de rapports d'expertise sur la situation géopolitique régionale distribués auprès des acteurs politiques locaux.

L'esprit du temps se manifesta en second lieu par un engouement éphémère pour la prospective, proclamée « science de toutes les sciences »³⁰ : la direction de l'institut envisagea un temps d'y consacrer une nouvelle équipe de travail à laquelle il fut proposé aux chercheurs de l'équipe « crises libanaises » récemment dissoute de se joindre. L'un d'eux témoigne : « Finalement on nous a dit : "Voilà, on vous propose de passer dans l'équipe de prospective. Parce que le *qâ'id*, Qadhafi, veut qu'on parle du futur et que votre projet à vous, ça concerne le passé." Le passé, c'était la guerre du Liban, n'est-ce pas, qui était encore en cours ! [...] Alors nous avons dit : "Nous voulons partir, dans ces conditions, puisque notre équipe est dissoute, et nous n'avons aucune compétence pour prédire le futur, aider *al-qâ'id* à voir plus loin, ça vraiment nous ne pouvons pas le faire." » Cet épisode suggère de nouveau la nature des attentes libyennes vis-à-vis des chercheurs de l'institut : produire un savoir utile à l'action politique, et en l'espèce tourné vers l'avenir. Il laisse par ailleurs entrevoir un renversement de la hiérarchie disciplinaire à l'œuvre au sein de l'IDA : au cours des premières années d'activité de l'institut, si l'économie a représenté près de la moitié des publications, l'histoire avait quant à elle représenté l'une des disciplines dominantes en termes de volume d'activités et de personnel employé, tant au sein de la vaste équipe « crises libanaises » (qui inscrivait résolument ses travaux dans ce champ disciplinaire) que du petit département « études historiques »³¹. Cette position initialement privilégiée de l'histoire au sein de l'IDA n'était probablement pas étrangère au statut particulier de la discipline dans le contexte des premières années de guerre au Liban. Instituée par plusieurs décennies de joutes intellectuelles comme mode privilégié de légitimation des revendications

²⁹ Suite à la visite du président Sadate à Jérusalem en novembre 1977, les représentants de la Syrie, de l'Irak, de l'Algérie, du Yémen du Sud, de l'OLP et de la Libye, réunis à Tripoli en décembre de la même année, gelèrent leurs relations avec l'Egypte et fondèrent le « Front de la résistance et de la fermeté ». Ce dernier fut rebaptisé « Front du refus » le 31/3/1979 à la Conférence de Bagdad, qui décida de la rupture des relations diplomatiques entre les pays arabes et l'Egypte, ainsi que du transfert du siège de la Ligue arabe à Tunis.

³⁰ Tel est le titre du numéro thématique paru en avril-mars 1979 dans la dixième livraison de la revue *al-Fikr al-'arabi* [La Pensée arabe], publiée mensuellement par l'IDA depuis 1978.

³¹ Ce département hébergeait deux historiens sous contrat de publication, Massoud Daher (né en 1945) et Wajih Kawtharani (né en 1941), qui y lancèrent une collection intitulée « Histoire sociale de la patrie arabe ». Ces deux chercheurs disposèrent sous le mandat de Mutaa Safadi de moyens généreux pour mener à bien leurs travaux. Le premier bénéficia au total de trois contrats de publication, assortis de bourses de recherche lui permettant d'effectuer plusieurs missions aux archives françaises et britanniques. Le second y bénéficia d'un premier contrat afin de traduire et de publier sa thèse de doctorat passée en France. Puis il disposa, dans le cadre de la préparation d'un second ouvrage, de l'assistance d'une petite équipe de travail chargée de la collecte et de la traduction en arabe d'un corpus d'archives françaises reproduites en annexe de cet ouvrage.

politico-communautaires, l'histoire s'était en effet avérée, bien plus que d'autres disciplines, le lieu d'expression principal de la querelle nationale libanaise (Raymond, 2013). Le fait que cette dernière soit passée progressivement au second plan derrière les grands enjeux régionaux agissant au cœur du conflit libanais s'est donc aussi traduit par un recul de la discipline historique au sein de l'IDA et par une montée en puissance des « études stratégiques » et de la géopolitique.

L'alliance de circonstance entre la Libye et l'Irak, au sein du « front du refus », ne tarda pas à se déliter sous l'effet des positions prises par la Libye en faveur de la révolution islamique iranienne. Ce regain de tension se traduisit au sein de l'Institut par l'éviction de son directeur Mutaa Safadi, aux sympathies irakiennes incompatibles avec la ligne libyenne du moment³², et par une reprise en main de l'IDA par ses tutelles libyennes, relayées localement par un contrôleur financier libyen en charge des affaires administratives. Ce dernier, aux côtés d'un nouveau directeur libanais âgé et malade, se révéla le nouvel homme fort de l'institut au cours d'une période de réorganisation et de fort turnover des personnels de l'IDA. Le département « études stratégiques » affirma dès lors sa position centrale au sein de l'institut. L'embauche de l'Égyptien Mahmoud Azmi, avocat de formation et expert en affaires militaires israéliennes passé par le Centre de recherches de l'OLP, et du Palestinien Mustafa Jaffal, docteur en sciences politiques de l'université Paris II mais aussi militant du FDLP, signale que la politique de recrutement au sein de l'Institut tendit alors à privilégier des profils moins fortement dotés en capital scientifique mais bien introduits auprès des Libyens comme dans les milieux progressistes pro-palestiniens. L'arrivée à l'IDA du député Najah Wakim, au sein d'une équipe « études politiques » aux contours et aux activités particulièrement obscurs, semble d'ailleurs pousser cette logique à l'extrême³³. L'IDA s'employa dès lors à organiser de coûteux colloques, dans des hôtels de luxe, auxquels furent notamment conviés des opposants égyptiens à la politique de Sadate. Deux de ces colloques, organisés en août et octobre 1981 et portant respectivement sur « Israël à l'ombre du second gouvernement Begin » et sur le « Dialogue Nord-Sud : points de vue arabes », feront l'objet d'une publication par l'IDA en 1982. Un troisième colloque, organisé en novembre 1981 sur le thème « Eléments nouveaux dans le rapport de force arabo-israélien après Camp David », verra publiée une sélection des 28 communications présentées non plus dans un ouvrage de l'institut mais directement dans la presse, par le journal *Al-Safir* qui assura une couverture extensive de l'événement. Aux côtés des chercheurs universitaires et des experts intervenant au colloque, la participation de représentants de formations politiques palestiniennes et libanaises, dont certains furent invités à s'exprimer en tribune, témoigne à la fois de la visée politique assignée à cette rencontre et de la profonde intrication des réseaux intellectuels, experts et partisans évoluant autour de l'IDA à cette période. Enfin, le département « Etudes stratégiques » lança sa propre revue, *La Pensée stratégique arabe*, assortie un temps par un supplément bi-mensuel consacré à l'actualité stratégique arabe. Ces deux nouveaux périodiques, consacrés aux enjeux géostratégiques du moment, étaient

³² Un conflit très dur opposa au cours de 1979 le directeur de la branche beyrouthine de l'IDA aux autorités libyennes de Tripoli et à leurs représentants à Beyrouth (c'est dans ce contexte que Mutaa Safadi refusa de participer à la promotion du « Livre vert » de Qadhdhafi, ce qu'il affirme être la raison de son renvoi). Safadi et une partie des personnels qui le soutenaient tentèrent d'obtenir l'indépendance de l'institut vis-à-vis de l'institution-mère à Tripoli ; ils en vinrent à occuper les locaux d'origine de l'institut (où était encore préparée la revue *al-Fikr al-'arabi*), dont ils furent évacués par la force. Suite à leur départ, Mutaa Safadi et une partie de l'équipe fondatrice de l'IDA créèrent le Centre du Développement National (*Markaz al-inmâ' al-qawmî*), qui reprit sous des dimensions beaucoup plus modestes le projet initial de l'IDA - avec, cette fois-ci, un financement irakien.

³³ Le nassérien Najah Wakim fut élu aux élections législatives de 1972 (à l'âge de 26 ans) sur le siège grec-orthodoxe de Beyrouth à la faveur d'un fort vote populaire de la communauté sunnite. Enseignant de profession, mais non pas universitaire, il publiera à l'IDA un ouvrage intitulé « Le Tiers-Monde et la Révolution » (1982). La plupart des témoins interrogés jugent néanmoins sa présence au sein de l'institut pour le moins incongrue, Najah Wakim étant considéré comme un homme politique et non comme un intellectuel ou un chercheur.

préfacées à chaque numéro par le Directeur général libyen de l'Institut, Ali bin al-Ashhar, réaffirmant par là-même la mainmise libyenne sur les publications les plus éminemment politiques de l'Institut conçues comme autant d' « armes intellectuelles »³⁴.

L'ensemble de ces activités, régulièrement couvertes par la presse libanaise proche des Libyens, ressortit d'un régime d'expertise militante ouvertement revendiqué par certains chercheurs que j'ai rencontrés, mais dénoncée par d'autres comme « un travail de gladiateurs dans un cirque ». Ces deux perceptions convergent néanmoins autour d'un même constat, celui d'un arrimage des activités de ces chercheurs à un agenda politique plus étroitement déterminé par les enjeux stratégiques du moment et à la préférence accordée à des modes d'intervention intellectuelle dotés d'une visibilité immédiate maximale. Pourtant, si la forme prise par l'activisme de ces chercheurs, proche de celle adoptée dans des organisations de type think-tank, sembla éloigner l'IDA de sa vocation initiale, celui-ci n'en continua pas moins d'héberger des activités de recherche plus proprement académiques, qui alimentèrent notamment la revue *al-Fikr al-'arabî*.

Désengagements

A cette séquence de la trajectoire de l'institut succèdera une troisième et dernière période marquée par un lent et progressif déclin. La profonde dégradation des conditions sécuritaires dans la partie Ouest de la capitale libanaise, à partir de l'invasion israélienne du Liban en 1982, en fut l'un des facteurs déterminants. Trois moments-clés ressortent à ce titre des entretiens comme ayant particulièrement pesé sur l'IDA. Lors du siège de Beyrouth en 1982, l'immeuble de Bir Hassan devenant inaccessible à des chercheurs dispersés³⁵, l'institut se relocalisa temporairement dans des locaux plus centraux mais suspendit plus ou moins toute activité. L'année suivante, alors que le président Amine Gemayel nouvellement élu tentait d'affirmer son autorité sur les régions Ouest de Beyrouth, l'IDA, qui avait entretemps réintégré ses locaux d'origine, fit l'objet de fortes pressions de la part de la Sûreté générale, qui y effectua plusieurs descentes³⁶. Enfin, la prise de Beyrouth-Ouest en 1984 par le mouvement chiite Amal, farouchement anti-libyen en raison du rôle présumé de Qadhafi dans la disparition du fondateur du mouvement, l'imam Moussa Sadr, engendra de nouvelles difficultés pour l'IDA, soumis à des attaques armées³⁷ ou pris dans le feu des combats entre milices.

Aux effets de ce contexte sécuritaire de plus en plus dégradé se surajoute la politique de désengagement libyen du borbier libanais : le départ forcé des combattants palestiniens en 1982, la mainmise syrienne sur le jeu politique local, les pressions de plus en plus fortes exercées par les Etats-Unis sur la Libye, et enfin le contre-choc pétrolier, eurent raison de la politique interventionniste libyenne au Liban. Progressivement, les Libyens se désintéressèrent de l'IDA, et si les menaces récurrentes de fermeture ne se concrétisèrent finalement qu'en 2000, l'institut avait de toute façon perdu dès le milieu des années 1980 l'essentiel de ses ressources humaines et budgétaires. La reprise aléatoire des activités et la baisse tendancielle des budgets alloués ne permirent pas à l'institut de retrouver le rythme de publication qu'il avait connu au cours des dix années précédentes, même si quelques projets ambitieux purent voir le jour qui témoignent d'un recentrage sur des travaux à caractère académique (ainsi, par exemple, d'une volumineuse *Encyclopédie philosophique*

³⁴ Cette expression est employée par Ali bin al-Ashhar dans sa préface à la première livraison de la revue *al-fikr al-istrâtîjî al-'arabî* (n° 1, juillet 1981, p. 5).

³⁵ L'institut perd notamment à cette occasion certains des chercheurs palestiniens actifs au sein du département « Etudes stratégiques », qui quittent le Liban à l'instar des cadres et combattants du mouvement national palestinien.

³⁶ *Al-Safir*, 2/6/1983.

³⁷ C'est ainsi qu'en mai 1984, douze hommes armés assaillirent l'institut et y dérobèrent dossiers, argent et véhicules (*al-Safir*, 25/5/1984).

arabe dirigée par Maan Ziadeh). Mais surtout, la forte dévaluation de la livre libanaise, à partir de 1984, vida l'institut de l'essentiel de ses forces vives. Si la perte d'attractivité de l'institut liée à la baisse brutale de la valeur des rémunérations fut finalement compensée par la dollarisation partielle des salaires, elle fut en revanche renforcée par une réduction drastique du nombre de contrats à temps plein, au profit de contrats à temps partiel ou de simples contrats de publication. Dès lors, l'institut n'hébergea plus qu'un petit noyau de permanents et ne fut plus en mesure de mobiliser que très ponctuellement les chercheurs les mieux positionnés dans le champ intellectuel ou scientifique, réduisant d'autant sa surface sociale. Enfin, à l'issue de la guerre, l'IDA périclita plus ou moins pendant près d'une dizaine d'années, en concentrant ses efforts sur la publication de sa dernière revue encore active, *Al-Fikr al-`arabî*, jusqu'à ce que les Libyens décident de sa fermeture définitive.

Conclusion

Les centres de recherche fondés au Liban pendant la guerre ont joué un rôle décisif dans la professionnalisation de la recherche en sciences humaines et sociales, prenant en quelque sorte le relais des universités dans la fourniture d'une infrastructure et de moyens matériels permettant le maintien - et même le développement - de la production scientifique au cours de cette période. Cette répartition de fait entre universités, surtout l'UL, recrutant des enseignants plus nombreux que par le passé, et centres de recherche extra-universitaires, leur procurant les ressources nécessaires à la pratique de la recherche, a modifié les rapports entre activités d'enseignement et de recherche : la recherche n'est plus tant en position de subsidiarité ou de subordination vis-à-vis de l'enseignement universitaire, elle devient une activité autonome, menée en parallèle. Elle a même pu constituer une voie d'accès au milieu académique pour des jeunes diplômés faisant leurs premières armes de chercheurs dans un centre extra-universitaire tout en poursuivant une formation doctorale qui leur permet d'obtenir, à terme, un recrutement comme enseignant à l'université.

Cette configuration, où les acteurs scientifiques sont amenés à circuler entre plusieurs institutions au sein desquelles ils diversifient leurs activités comme leurs sources de revenus, a des effets paradoxaux. D'une part, elle contraint fortement les carrières professionnelles, qui ne peuvent se déployer qu'à l'intérieur de réseaux d'institutions inscrits dans l'un des différents « camps » de la guerre. Mais d'autre part, elle préserve une marge d'autonomie pour les chercheurs, qui ne dépendent jamais totalement d'une seule institution et des ressources qu'elle leur fournit. C'est bien parce que les opportunités d'emploi et de financement sont multiples que les acteurs scientifiques peuvent se permettre de démissionner du centre qui les emploie ou d'aller chercher ailleurs un contrat de publication, d'où le fort turnover des personnels dans ces centres.

On comprend dès lors que la contrainte exercée sur les chercheurs au sein de ces centres n'ait pu s'opérer par imposition (d'un agenda de travail ou d'objets de recherche précis), mais davantage par filtrage, au travers des recrutements et des priorités globales en matière d'allocation des ressources, des propositions émanant des chercheurs. C'est pourquoi, à l'échelle individuelle, cette contrainte fut rarement perçue par les chercheurs comme aliénante. Certes, les nombreux épisodes de crise interne qu'a connus l'IDA montrent bien que l'ajustement entre les demandes libyennes et l'offre des chercheurs s'est souvent effectué sur le mode du rapport de forces. Mais les chercheurs ne se sont jamais trouvés totalement démunis dans ce face-à-face et ont pu faire valoir à plusieurs reprises leurs propres représentations de ce que devait et pouvait être leur contribution intellectuelle. A ce titre, le rôle de médiation joué par la direction beyrouthine de l'institut s'est avéré déterminant, puisqu'il a permis le maintien au sein de l'institut de différentes logiques, donnant probablement d'une main de quoi satisfaire provisoirement les autorités libyennes tout en leur soutirant de l'autre les ressources nécessaires à la poursuite d'activités plus

autonomes³⁸.

Néanmoins, dès lors que la tutelle libyenne s'exerça plus fermement sur l'institut, en privilégiant les formes d'engagement et les pratiques intellectuelles perçues comme les plus immédiatement profitables à sa politique d'intervention sur la scène libanaise et régionale, elle a bousculé les hiérarchies à l'œuvre parmi les chercheurs. La redéfinition de l'identité de l'institut comme scène de mobilisation en faveur du « front du refus », entre 1979 et 1982, a ainsi favorisé un domaine de recherche, les « études stratégiques », où les frontières entre champ académique et champ politique sont particulièrement poreuses. Et elle a donné ce faisant un surcroît de légitimité à des pratiques inscrites dans le registre de l'expertise militante, au détriment de chercheurs plus attachés à la fonction critique de leur métier. A ce titre, la dynamique dessinée par la trajectoire de l'IDA ressemble dans ses grands traits à celle qu'ont connue d'autres dispositifs libanais de recherche nés dans la guerre, mais de l'autre côté de la principale ligne de front. On peut ainsi observer que le recours intensif à l'histoire dans les cercles intellectuels du Front Libanais au cours des premières années du conflit, quand éclatèrent les contradictions internes à la société libanaise, a été globalement supplanté par l'expertise stratégique, qui connut un essor au sein de la Maison du Futur d'Amine Gemayel à partir de 1979, quand prédominèrent les enjeux régionaux³⁹.

Le reflux progressif de la plupart de ces centres de recherches à partir de la seconde moitié des années 1980, qui a aussi correspondu à une séquence de démobilisation intellectuelle dans un contexte d'effondrement économique et de multiplication des guerres intestines dans chaque camp de la guerre, a dès lors facilité la reconversion de nombreux chercheurs en experts locaux, plus du tout militants, où le capital qu'a pu représenter l'expérience acquise dans un centre de recherche a pu être réinvesti pour se positionner sur le marché des agences internationales, onusiennes ou panarabes. Mais la figure du « chercheur engagé » n'a pourtant pas totalement disparu : comme en témoigne le rôle joué par certains spécialistes de sciences sociales passés par ces centres dans diverses initiatives ayant marqué les dernières années de guerre et les premières années d'après-guerre⁴⁰, elle s'est parfois réincarnée au service de nouvelles causes, en premier lieu celle de la paix civile.

Références bibliographiques :

ABDEL-MALEK Anouar, 1970. *La pensée politique arabe contemporaine*, Paris, Seuil.

AL-AMINE Adnan (dir.), *Qadâyâ al-jâmi`a al-lubnânîya wa islâhuhâ* [Les problèmes de l'Université Libanaise et sa réforme], Beyrouth, Dâr an-Nahâr/Comité libanais pour les sciences de l'éducation.

ANDERSON Lisa, 1980. « Research facilities in the Socialist People's Libyan Arab Jamahuriyyah », *Middle East Studies Association Bulletin*, vol. 14, n° 1, p. 27-31.

AUDIBERT Pierre, 1978. *Libye*, Paris, Seuil.

³⁸ La distance des centres de décision libyens, qui laisse place à un rôle « tampon » de la direction beyrouthine, figure comme une spécificité de l'IDA et les conclusions sur ce point ne s'avèrent donc pas généralisables aux autres centres ayant adopté un modèle organisationnel différent.

³⁹ Outre le CEDRE fondé en 1975, la Maison du Futur a en effet hébergé, à partir de 1979, un Institut d'Études Stratégiques pour la Paix, puis à partir de la fin 1982, après l'élection d'Amine Gemayel à la Présidence de la République, un Groupe Scientifique de Recherche et de Planification chargé de conseiller le nouveau président.

⁴⁰ Ainsi par exemple de ces rencontres entre chercheurs et politiques organisées à Chypre en amont de la réunion des députés libanais à Taëf ayant permis l'adoption d'un accord de paix.

AWIT Henri, 1988. « Crise de l'enseignement supérieur : problèmes actuels et perspectives d'avenir », in LES CONFÉRENCES DE L'ALDEC, *Liban : la crise*, Beyrouth, Université Saint-Joseph, p. 25-40.

BARDAWIL Fadi A., 2016. « Dreams of a Dual Birth: Socialist Lebanon's World and Ours », *Boundary 2*, vol. 43, n° 3, p. 313-335.

BEYDOUN Ahmad, 1984. *Identités confessionnelles et temps social chez les historiens libanais contemporains*, Beyrouth, Publications de l'Université Libanaise.

BOURDIEU Pierre, 2011. « Champ du pouvoir et division du travail de domination. Texte manuscrit inédit ayant servi de support de cours au Collège de France, 1985-1986 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 190, p. 126-139.

CERMOC, 1995. *Guide des centres de recherche en sciences sociales au Liban*, Les cahiers du Cermoc n° 11, Beyrouth, Centre d'Etudes et de Recherches sur le Moyen-Orient Contemporain.

CHARARA Waddah, 1980. *Al-silm al-ahlî al-bârid. Lubnân al-mujtama` wa al-dawla 1964-1967* [La paix civile froide. Le Liban, société et Etat 1964-1967], Beyrouth, Institut du Développement Arabe.

FAVIER Agnès, 1997, « La mobilisation d' "intellectuels" en politique dans la décennie 1960-1970 : le cas "Liban Socialiste" (1964-1970) », in CERMOC, *La vie publique au Liban. Expressions et recompositions du politique*, Les cahiers du Cermoc n° 18, Beyrouth, p. 147-181.

FAVIER Agnès, 2004. *Logiques de l'engagement et modes de contestation au Liban. Genèse et éclatement d'une génération de militants intellectuels (1958-1975)*, thèse de doctorat en sciences politiques, Université Aix-Marseille III.

GUENERON Hervé, 1976. *La Libye*, Paris, PUF.

HATAB Zuhair, 1999. « Ma`had al-inmâ' al-`arabî wa masîrat inmâ' al-qudurât al-bahthîya al-`arabîya » [L'Institut du Développement Arabe et la marche du développement des capacités de recherche arabes], *al-Fikr al-`arabî*, n° 97, p. 3-6.

KABBANJI Jacques, 2010. *Rechercher au Liban. Communautés scientifiques, chercheurs et innovation (Etat des lieux en sciences sociales)*, Centre de recherches de l'Institut des Sciences Sociales, Université Libanaise, Beyrouth.

KHALILI Laleh, 2007. *Heroes and Martyrs of Palestine: The Politics of National Commemoration*, Cambridge University Press.

LABAKI Boutros, 1988. *Education et mobilité sociale dans la société multicommunautaire du Liban. Approche socio-historique*, Frankfurt, Deutsches Institut für Internationale Pädagogische Forschung.

MEHDI M. R., 1973. « Palestinian Renaissance: Rebirth of a Culture », *New Middle East*, n° 56, p. 31-32.

MERMIER Franck, 2005. *Le Livre et la Ville. Beyrouth et l'édition arabe*, Paris, Actes Sud/Sindbad.

RAYMOND Candice, 2013. *Réécrire l'histoire au Liban. Une génération d'historiens face à la*

période ottomane, de la fin des années 1960 à nos jours, thèse de doctorat en histoire, École des Hautes Études en Sciences Sociales.

ROUSSEL Violaine, 2011. *Art vs war. Les artistes américains contre la guerre en Irak*, Paris, Presses de Sciences Po.

SAPIRO Gisèle, 2007. « Pour une approche sociologique des relations entre littérature et idéologie », COnTEXTES, n° 2, URL : <http://contextes.revues.org/165>

SAPIRO Gisèle, 1999. *La guerre des écrivains, 1940-1953*, Paris, Fayard.

SLEIMAN Hana, 2016. « The Paper Trail of a Liberation Movement », *Arab Studies Journal*, vol. 24, n° 1, p. 42-67.